

Investissements directs étrangers

Le Maroc en petite forme

• **Baisse des flux de 29% pour s'établir à 2,3 milliards de dollars en 2016**

• **Faible demande de la part des consommateurs européens**

• **L'Égypte est de plus en plus attractive**

LE gouvernement El Othmani devra retoucher ses manches. Si l'Égypte a rattrapé son retard en matière d'investissements directs étrangers, le Maroc dégingole. La vigueur au Caire a continué de tirer vers le haut les flux à destination de l'Afrique du Nord, en hausse de 11% à 14,5 milliards de dollars, indique la CnuCED dans son rapport 2017 sur l'investissement dans le monde. Les flux à destination de l'Égypte, en hausse de 17% à 8,1 milliards de dollars, ont surtout été stimulés par la découverte de réserves de gaz par des entreprises étrangères.

Les entrées d'IDE au Maroc, ont en revanche, diminué de 29% pour s'établir à 2,3 milliards de dollars en 2016. Ceci résulte d'une faible demande de la part des consommateurs européens, ce qui a affecté négativement les IDE orientés vers l'exportation dans le pays. Le Maroc avait drainé 3,2 milliards de dollars d'investissements directs étrangers en 2015 (-11,2%). D'après les chiffres de l'Office des changes pour l'année 2016, le flux des IDE s'est inscrit en recul de 28,2%.

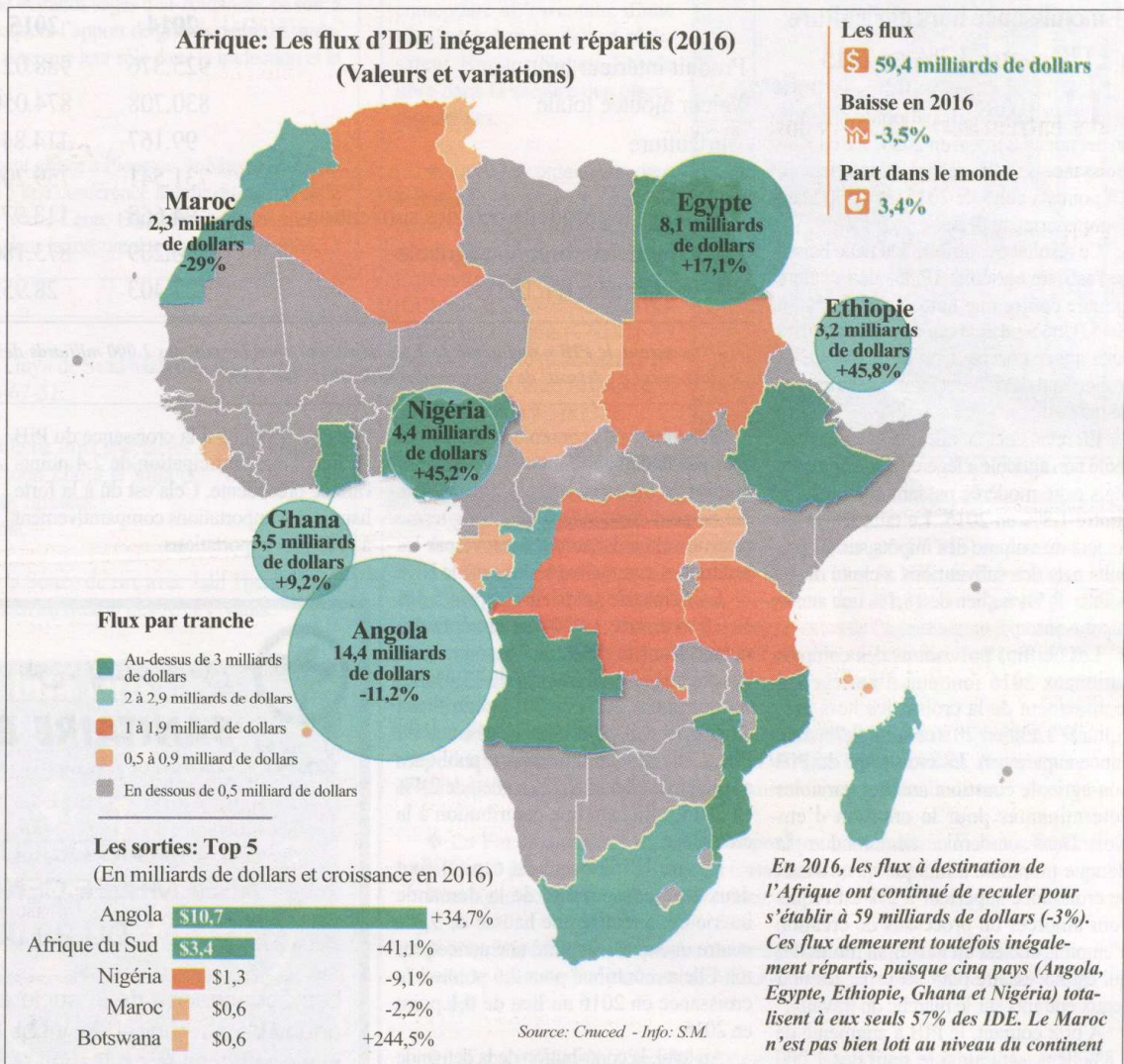
Dans sa nouvelle publication, la CnuCED cite plusieurs projets réalisés par le Maroc. Les entreprises marocaines ont continué à se développer à l'échelle régionale. Par exemple, l'OCF, le plus grand exportateur de phosphate au monde, a signé à la fin de 2016 une coentreprise avec l'Éthiopie pour construire une usine d'engrais de 3,7 milliards de dollars. Dans le secteur financier, le groupe bancaire Attijariwafa bank a obtenu les autorisations pour le rachat de 100% de Barclay's Bank Egypt. Celle-ci sera rebaptisée Attijari bank Egypt. L'IDE intra-africain est resté important en 2016, sous l'impulsion d'entreprises sud-africaines et marocaines. Le sud-africain Sanlam a racheté 30% de Saham Finances pour 375 millions de dollars. Le Maroc a promulgué une nouvelle loi sur les investissements qui centralise les activités de promotion des investissements dans l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations et crée des zones franches industrielles dans chaque grande région du pays. Le Royaume est

citée parmi les pays qui ont atteint des niveaux de connectivité d'Internet bien au-delà de la moyenne observée dans d'autres

Les flux à destination de l'Afrique de l'Ouest ont augmenté de 12% pour atteindre 11,4 milliards de dollars en 2016,

la Chine et l'Inde) sont de plus en plus actifs.

Les sorties d'IDE des pays africains ont



pays qui ont des revenus par habitant et des caractéristiques démographiques similaires. Le Maroc a ainsi tous les atouts pour rentabiliser ses investissements et séduire les entreprises à l'international.

Même Alger est arrivé à capter l'atten-

tion des investisseurs. Après avoir enregistré des entrées négatives en 2015, l'Algérie a attiré 1,5 milliard de dollars en IDE en 2016. Ceci en partie grâce à l'amélioration des politiques d'investissement et à une reprise récente de sa production pétrolière.

notamment grâce à une embellie des niveaux d'investissement au Nigéria, bien que les flux soient restés bien en deçà de leurs niveaux record. Les entrées d'IDE au Ghana, stimulées à la fois par des projets de transformation du cacao et de traitement

marqué le pas à hauteur de 18,2 milliards de dollars (en hausse de 1% par rapport à 2015). La réduction des investissements en provenance d'Afrique du Sud, de la République démocratique du Congo, du Ghana et du Nigéria, dans cet ordre, a été plus que compensée par la hausse des flux provenant de l'Angola, premier investisseur de la région. En Afrique du Nord, les sorties d'IDE ont chuté de 6% pour s'établir à 1,3 milliard de dollars (l'IDE du Maroc s'est contracté de 2% pour s'établir à environ 639 millions de dollars). Les faibles prix des produits de base et les coûts d'emprunt plus élevés (à mesure que la valeur des devises locales ont diminué et que les taux d'intérêt ont augmenté) ont tempéré l'expansion de nombreuses entreprises nationales africaines.

Intégration régionale

EN 2017, les flux d'investissements directs étrangers à destination de l'Afrique devraient progresser pour atteindre environ 65 milliards de dollars. Ceci compte-tenu de la hausse contenue des prix du pétrole et d'une amélioration possible de l'IDE hors pétrole, explique la CnuCED. L'intégration régionale croissante devrait aider l'Afrique à se faire davantage de place dans la concurrence mondiale et à susciter des flux plus importants.

d'hydrocarbures, ont progressé de 9% pour s'établir à 3,5 milliards de dollars.

Si les principaux investisseurs en Afrique restent les multinationales des pays développés, les investisseurs des pays en développement (tels que l'Afrique du Sud,

Investissements directs étrangers

La CnuCED optimiste mais prudente

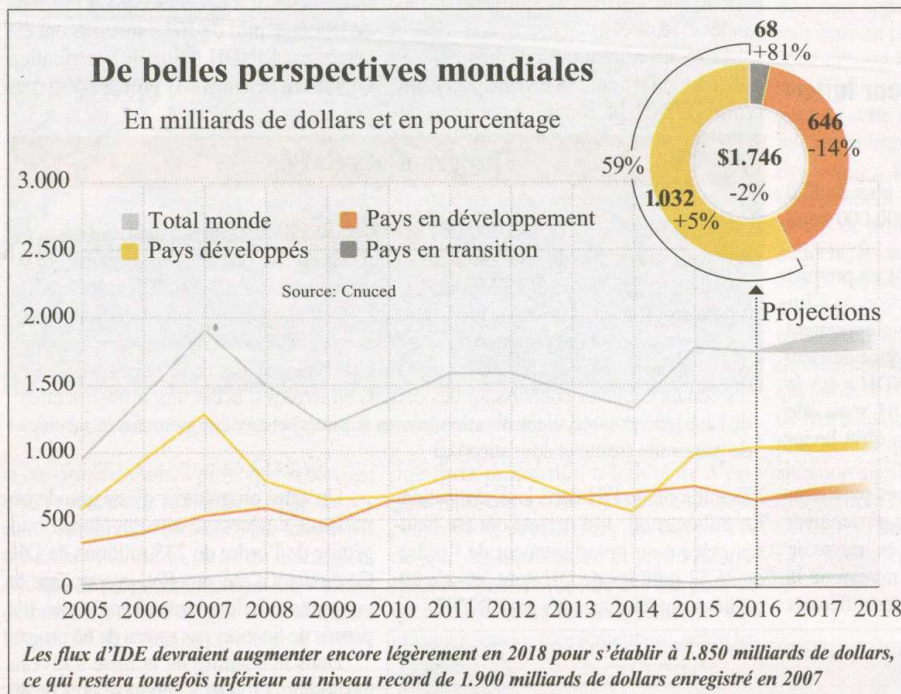
- Une reprise de 5% dans le monde cette année
- Croissance, échanges, bénéfiques des entreprises... facteurs positifs
- Mise en garde concernant les risques géopolitiques et incertitude politique

LES investissements directs étrangers dans le monde sont au vert. Ils devraient progresser de 5% pour atteindre 1.800 milliards de dollars cette année, selon le «Rapport sur l'investissement dans le monde 2017: investissement et économie numérique» établi par la CnuCED. Ceci après avoir enregistré un léger repli (2%) en 2016, pour s'établir à 1.750 milliards de dollars. Ces projections s'expliquent par des perspectives de croissance économique plus forte dans les principales régions, une reprise de la croissance des échanges commerciaux et un rétablissement des bénéfices des entreprises.

Le G20 cartonne

LE World Investment Report 2017, qui suit l'activité économique internationale dans un certain nombre de domaines, montre que les flux à destination du Groupe des 20 (G20) ont dépassé la barre des 1.000 milliards de dollars pour la première fois. La situation dans les grands groupes économiques, tels que le G20 et le Forum de coopération économique Asie-Pacifique, a fortement influencé les tendances mondiales en matière des investissements directs étrangers. □

Les Etats-Unis, la Chine et l'Inde devraient être les principales destinations de ces investissements. Plusieurs chefs d'entreprise comptent maintenir leur confiance dans les performances économiques des pays d'Asie en développement. Les flux devraient être en légère hausse dans la plupart des autres régions (à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes) et progresser d'environ 10% dans les pays en développement considérés globalement. «Une reprise réelle d'IDE n'est pas encore véritablement acquise, mais nous sommes prudemment optimistes. Bien que le rapport prévoit un accroissement modeste pour 2017, d'autres facteurs,



tels que des risques géopolitiques accrus et une plus grande incertitude politique, pourraient limiter l'ampleur de la reprise», selon le Secrétaire général de la CnuCED, Mukhisa Kituyi. En 2016, les Etats-Unis sont restés le premier pays d'accueil des investissements directs étrangers avec 391 milliards de dollars (soit une progression de 12% sur un an). Ils sont suivis par le Royaume-Uni et d'Irlande du Nord qui est passé directement de la quatorzième à la

deuxième place avec 254 milliards de dollars sous l'effet d'importantes opérations de fusions-acquisitions transfrontières. La Chine occupait la troisième place avec 134 milliards de dollars, une légère baisse de 1% par rapport à 2015. La baisse de 2% des flux mondiaux d'IDE en 2016 s'est produite dans un contexte de croissance économique faible et, du point de vue des entreprises multinationales, de risques politiques importants. L'essentiel de la

multinationales européennes. Les Etats-Unis sont restés le premier pays d'origine d'IDE en 2016, bien que les flux ont très légèrement fléchi (-1%), pour s'établir à 299 milliards de dollars. Les flux en provenance des pays en développement ont stagné, à 383 milliards de dollars, malgré une forte augmentation d'IDE chinois, la Chine, étant désormais le deuxième pays investisseur dans le monde. □

Fatim-Zahra TOHRY

L'économie numérique et ses effets sur l'investissement

LE secteur du numérique est en pleine croissance, selon la CnuCED. Les multinationales du numérique (plateformes en ligne, firmes de e-commerce, entreprises spécialisées en contenus numériques) connaissent un taux de croissance considérablement plus élevé que les autres multinationales. Celles spécialisées en numérique réalisent environ 70% de leurs ventes à l'étranger alors que 40% seulement de leurs actifs sont situés hors de leur pays d'origine. Elles créent donc moins d'emplois directs dans les pays d'accueil que dans leur propre pays. Toutefois, leurs investissements peuvent améliorer la compétitivité et contribuer au développement numérique des pays d'accueil. La faible diversité régionale des entreprises du numérique entraîne une concentration de la structure mondiale de l'investissement. Plus de 60 des 100 premières multinationales du numérique sont originaires des Etats-Unis, suivis du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord et de l'Allemagne. Cette concentration est encore plus prononcée s'agissant des plateformes Internet: 10 des 11 principales multinationales du numérique figurant dans le palmarès sont originaires des Etats-Unis.

La présence de grandes multinationales du numérique dans les pays en développement demeure marginale. Seules

quatre entreprises du palmarès ont leur siège social dans un pays en développement. En outre, seulement 13% des filiales des 100 premières multinationales du numérique sont situées dans des pays en développement ou en transition, alors que cette proportion est d'environ 30% pour l'ensemble des multinationales. «L'économie numérique a des effets importants sur l'investissement, lequel est essentiel pour le développement numérique», indique Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la CnuCED. «Les pays en développement ne doivent pas être laissés pour compte, nous devons élaborer des politiques propices qui permettent de combler la fracture numérique mondiale en matière d'investissement», dit-il. La régulation de l'investissement et les politiques de promotion de l'investissement doivent aussi tenir compte des nouveaux modèles opérationnels transfrontaliers des multinationales.

D'autre part, les investissements d'infrastructure nécessaires pour parvenir à une connectivité numérique satisfaisante dans la plupart des pays en développement ne sont pas forcément aussi colossaux qu'on le suppose souvent. Selon les estimations de la CnuCED, leur coût s'élèverait à moins de 100 milliards de dollars. □

F. Z. T.